

Le divorce en Tunisie : faits et causes . A partir de quelques indices statistiques et quelques données empiriques

Hédia El Aoud Bahloul¹

Centre D'Etudes et de Recherches Economiques et Sociales, Tunis

Résumé:

Ce présent travail se compose de trois parties : la première porte sur une approche théorique appropriée au thème de cette étude ; la seconde traite de l'approche quantitative du phénomène du divorce en Tunisie ; quant à la troisième partie, on y a essayé d'analyser les causes du divorce par retour aux travaux empiriques que l'on a menés antérieurement. En effet, s'appuyant sur des statistiques officielles couvrant un demi- siècle passé (1960-2011), il s'est avéré que le divorce en Tunisie, à l'opposé des discours tendancieux, n'est pas d'une ampleur inquiétante. Son évolution est plutôt beaucoup moins rapide qu'avant et qu'ailleurs, et l'initiative de divorcer est encore à dominance masculine quoique son recul au profit des femmes. Aussi, le divorce touche toutes les catégories de femmes abstraction faite de leur disparité statutaire et leur appartenance géographique. Par ailleurs, l'analyse étiologique a montré que le divorce révèle une profonde tension au sein du couple dont les origines sont de nature complexe ; liées, d'une part, au contexte global dans lequel se situe le couple et d'autre part, à des facteurs plus profonds antérieurs au mariage (tels que : vie d'enfance, choix du conjoint, âge et maturité des jeunes conjoints, durée des fiançailles, etc.). Ceci dit, le divorce, comme le mariage, représentent deux facettes d'une même problématique : l'évolution des relations entre hommes et femmes dans un contexte culturel, social et économique en pleine mutation.

Mots clés : divorce, incompatibilité d'humeur, négociation, valeurs individualisées, sur-mesure conjugal

“Divorce in Tunisia: facts and causes.

From a few statistical indices and some empirical data “

Summary:

The present work is divided in to three parts: the first deals with a theoretical approach appropriate to the topic being studied; the second deals the quantitative approach of the phenomenon of divorce in Tunisia; finally, the third part tries to analyze the causes of divorce

¹- Maître assistante, Chercheure, au Centre D'Etudes et de Recherches Economiques et Sociales, Tunis-Tunisie.

based on the empirical work that has been carried out previously. In fact, relying on official statistics covering the last half-century (1960-2011), it has been found that, contrary to partisan tendentious rhetoric, divorce in Tunisia is not merely a default magnification of some worried quarters. Rather, its rate is much less rapid than before and than elsewhere, though the initiative to divorce is still male-dominated. This situation might be in the benefit of women; also, the divorce affects all categories of women apart to their disparity statutory and their geographical en locality. In addition, the ethological analysis showed that the divorce reveals a deep tension within the couple. The origins of this tension are very complicated, Linked, on the one hand, to the global context in which the couple is located and, on the other hand, to deeper factors prior to marriage (such as: life of childhood, choice of the spouse, age and maturity of the young couple, duration of engagement, etc...). That's stated, divorce, like the marriage, two different sides of the same problematic: the evolution of the relationship between men and women is in permanent change in the cultural, social and economic context.

Key words: divorce, incompatibility of mood, negotiation, individualized values, tailor-made marriage

المخلص :

"الطلاق في تونس: الوقائع والأسباب من خلال بعض المؤشرات الإحصائية وبعض المعطيات الميدانية"

هادية العود البهلول

تتكون هذه الدراسة من ثلاثة أجزاء: يتمثل الأول في مقارنة نظرية ذات صلة بموضوع الدراسة، ويتناول الجزء الثاني طرحا كميا لظاهرة الطلاق في تونس، أما الجزء الثالث فقد حاولنا خلاله تحليل أسباب الطلاق بالعودة لأعمال ميدانية قمنا بها سابقا. في الواقع واستنادا إلى إحصائيات رسمية تغطي نصف القرن الماضي (1960-2011) ثبت أن حجم الطلاق في تونس -على عكس الخطب المتحيزة- ليس بالنسب المفزعة وأن سرعة تطوره أقل بكثير مما كانت عليه ماضيا، وفي أماكن أخرى. كما أن المبادرة بطلب الطلاق مازالت ذات هيمنة ذكورية على الرغم من تراجعها لصالح المرأة. كذلك الطلاق يمس كل الفئات النسائية على اختلاف وضعياتهن وانتماءاتهن الجغرافية. من زاوية أخرى أظهر التحليل "الايثولوجي" أن الطلاق يكشف عن توتر عميق داخل الثنائي الزوجي وأن جذوره ذات طبيعة معقدة، ترتبط من ناحية بالسياق العام الذي يتموقع فيه الثنائي؛ ومن ناحية أخرى بعوامل أكثر عمقا تتعلق بالشريكين نفسيهما وتعود إلى ما قبل الزواج (حياة الطفولة، السن، نضج الزوجين الشابين، اختيار الشريك، مدة الخطوبة، الخ...). وبالتالي، فالطلاق -مثل الزواج- وجهان لنفس الإشكالية: تطور العلاقات بين الرجال والنساء ضمن سياق ثقافي، اجتماعي واقتصادي سريع التغير. كلمات المفاتيح: طلاق، عدم رضا، تنافر الأمزجة، التكامل المتوتر، فردية القيم، زواج حسب المقاس....

الكلمات المفتاحية: الطلاق، عدم التوافق المزاجي، التفاوض، القيم الفردية، الزواج المصمم

Introduction :

Malgré les multiples transformations sociales profondes et rapides , notamment durant les quelques décennies passées, le divorce en Tunisie demeure un phénomène insuffisamment exploré, et ses indicateurs statistiques sous - analysés. Ce fait a donné lieu à des préjugés divers dans l'opinion publique, poussés parfois à l'extrême sous l'influence de certaines inclinations idéologiques. Des interprétations qui trouveraient leurs assises, d'un côté, dans la visibilité accrue d'un phénomène considéré pour longtemps comme un sujet tabou et un stigmaté notamment pour la femme ; de l'autre côté, dénoteraient-elles le poids des résistances au changement concernant le rôle de la femme et sa promotion sociale dans les espaces privés et publics.

1/ Problématique

Comprendre la problématique du divorce n'est pas chose facile (A. M., Lambert ,2009. p2), du fait qu'elle fait subir au chercheur de sérieuses contraintes méthodologiques et cognitives. En effet, nous soulignons que le divorce constitue un fait social très complexe dont les multiples facteurs sont inextricablement liés les uns aux autres dans un contexte social, culturel et légal en changement. De même que le divorce se place au « carrefour » de disciplines diverses telles que : les sciences juridiques, la démographie, l'anthropologie, la psychologie, la psychologie sociale, la sociologie, etc.

C'est ainsi que l'approche sociologique d'un fait social complexe tel que le divorce exige l'adoption du « paradigme de complexité » (E., Morin ,1995) où se conjuguent l'approche quantitative explicative et l'approche qualitative compréhensive. François Dubet précisait qu' « il n'est guère imaginable d'expliquer sans comprendre et de comprendre sans expliquer » (F., Dubet (2005)), et ce, à l'effet d'une analyse en profondeur du phénomène du divorce mettant en évidence les facteurs objectifs sociétaux du phénomène et les facteurs subjectifs individuels, étant donné que le divorce est « une institution sociale » considérée comme « un phénomène social total », pour emprunter la conception maussienne. F. Dubet note aussi que « l'individu est pleinement social et la société est la résultante des actions individuelles ...l'individu est le lieu où s'articule l'acteur et le système, l'action et les faits sociaux, la subjectivité et l'objectivité, la construction de la société et l'imposition de la société aux acteurs » (F. Dubet, op cit).

En d'autres termes le divorce est un fait qui implique le « soi intime » (F.,De Singly ,1996. p19) de l'acteur en interaction, les rapports de genre, et, également, les contraintes structurelles environnantes.

Notre objectif de la présente étude est de repérer et comprendre l'évolution du divorce en Tunisie à partir des indices statistiques et des données qualitatives. En parallèle, nous essayerons de vérifier la portée des idées répandues telles que :

- Le divorce en Tunisie serait un fléau social en pleine extension.
- la Tunisie est classée mondialement parmi les premiers pays aux taux élevés de divorce.
- l'épouse en est la première demandeuse.
- le divorce unilatéral devient de plus en plus l'apanage des épouses.
- l'émancipation de la femme, son insertion dans le monde du travail et son indépendance économique ont favorisé l'augmentation du taux du divorce. Etc.

Pour cela, nous proposons de répartir cette étude en deux parties : dans la première, nous analyserons l'évolution du divorce depuis 1960 -date d'entrer en vigueur de la nouvelle législation de la Tunisie en voie de modernisation – jusqu' à nos jours; et ce, à travers des données statistiques du ministère de la justice et de l'institut national des statistiques. Dans la seconde partie, nous analyserons les causes qui ont entraîné certains couples à mettre fin à leurs unions conjugales. De telles données que nous avons puisées dans des résultats de deux études empiriques que nous avons menées sur le même sujet².

11- Quelques Définitions du divorce :

L'encyclopédie universelle définit le divorce comme étant « la rupture, consacrée par le droit, de l'union conjugale. (Encyclopedia Universalis, pp.586-587).

1/ le divorce selon la loi musulmane (la Sharia)

En droit musulman, le divorce est permis quoique déconseillé. Dans un dire du prophète, nous trouvons à ce titre que « de toutes les choses licites, le divorce est la chose que Dieu déteste le plus ».

Selon la législation musulmane, le divorce est un acte de répudiation qui permet de mettre fin à la relation conjugale. ET quoique ce droit soit accordé à chacun des deux époux, il est resté pendant des siècles l'apanage du mari qui, généralement, en abusait et répudiait sa femme d'une manière unilatérale. Un mari qui aurait répudié sa femme ne peut faire appel à sa décision qu'à deux reprises. La troisième étant, comme le précise le verset 229 de la sourate 11, irrévocable.

² Des recherches que nous avons réalisées au cours de notre thèse de doctorat sur « Le divorce et changements sociaux en Tunisie », FSHST, 2011 : étude d'un échantillon de 130 dossiers de divorce (Ministère de la justice-Tunis) / -entretiens semi-directives aux près d'un échantillon de divorcés/ - entretiens avec des juges de la famille, des avocats de divorcés.

Le droit de répudiation est, en droit musulman, reconnu à la femme aussi ; Le « khôl » est, en effet, un acte qui permet aux femmes, ne pouvant plus supporter l'agir de leurs partenaires, de s'en séparer. Selon les écoles du droit musulman, le « khôl » peut être autorisé avec ou sans le consentement du mari .

2/ le divorce selon le Code de Statut Personnel Tunisien :

Le 13 Aout 1956, H. Bourguiba promulgua le code du statut personnel par voie de décret. L'interdiction de la polygamie, la proscription de la répudiation et l'égalité entre l'homme et la femme en matière du droit de la famille en sont les idées fortes. Il n'est plus permis, désormais, de laisser l'institution du divorce à la merci des vicissitudes des humeurs des hommes. Dorénavant, tout homme qui voudrait se séparer de son épouse doit passer par un tribunal spécialisé en la matière dont l'une des principales fonctions serait de garantir les droits des deux justiciables. C'est ce que stipule clairement l'article 30 du CSP : « le divorce ne peut avoir lieu que par-devant le Tribunal ».

Depuis, les procès de divorce sont traités selon trois procédures : le divorce par consentement mutuel, le divorce pour préjudice et le divorce par volonté unilatérale de l'un des deux époux.

- Le **divorce par consentement mutuel** : ce type de divorce concerne les époux qui se sont mis d'accord pour divorcer. Dans ce cas ils ne sont pas tenus de justifier leur décision. Tout ce qu'il leur faut pour leur requête, consiste à soumettre un projet de convention à l'approbation du juge.

- **Divorce pour préjudice de la part de l'un des conjoints** : si l'un des conjoints se considère comme victime d'un préjudice causé par l'autre, il est en droit de demander le divorce à condition de justifier le préjudice. Les torts permettant à l'un des deux partenaires de demander le divorce pour préjudice, sont vaguement définis dans la jurisprudence tunisienne : les insultes, la violence physique, l'adultère, l'éviction de l'épouse du foyer conjugal, l'impuissance sexuelle, la fréquentation du mari d'une famille étrangère sans être accompagné de son épouse, l'abstention du mari d'accomplir ses devoirs conjugaux, sont les principaux torts dont l'épouse peut se prévaloir pour demander le divorce pour préjudice. Quant au mari, il est en droit de recourir au divorce pour préjudice dans les cas où sa femme le violente, l'agresse, lui désobéit, abandonne le foyer conjugal, le vole ou manque aux obligations de fidélité et de confiance (M H.,Chérif 2004. pp106-115).

- **Divorce par volonté unilatérale de l'un des deux époux** : comme dans le cas du divorce par consentement mutuel, selon cette modalité, le demandeur du divorce n'est pas contraint de justifier sa requête. Et parce qu'il ne tient à aucune justification et vu

que le justiciable qui y fait recours n'est pas tenu de l'argumenter, certains légistes praticiens l'appellent « divorce-caprice » ou « divorce abusif ». Ce qui explique le dédommagement moral et matériel par lequel, celui qui le demande doit réparer le préjudice qu'il fait subir à son partenaire.

Il apparait clairement que le divorce tel qu'il résulte de la loi du CSP présente deux traits caractéristiques : l'égalité et la liberté. En effet, la liberté des deux partenaires de divorcer et l'égalité entre l'homme et la femme en ce droit constituent deux valeurs fondamentales auxquelles croyait obstinément l'élite de l'indépendance. Et Bourguiba ne laissait passer aucune occasion sans rappeler l'importance de ces valeurs pour l'émancipation de la femme, pour l'amélioration de sa condition ainsi que pour la réalisation de son progrès (H., Bourguiba, 1981).

Mais pour ne pas ouvrir trop large la porte du divorce, le législateur tunisien l'obstrue par la mise de multiples freins légaux tels que la nécessité de recourir aux instances judiciaires pour obtenir le divorce (l'article 30 du code du statut personnel, (13/08/1956)), la nécessité d'essayer plusieurs démarches de conciliation avant de prononcer la séparation (l'article 32 du csp, (13/08/1956)), et l'obligation pour ceux qui demandent le divorce par volonté unilatérale, d'indemniser leurs partenaires. Comme si le législateur voulait, à travers ces restrictions, émettre un message implicite : on ne peut pas obtenir le divorce sans en assumer toutes les responsabilités.

3-3/ Le divorce selon la sociologie

Pour l'approche sociologique, le divorce est considéré comme étant un fait susceptible d'être observé objectivement. Sa fonction ne consiste ni à le blâmer ni à le justifier. Tout ce qu'elle se propose consiste simplement à en observer les manifestations, à répertorier les interactions qui les accompagnent en vue de les analyser et à rendre compte des mécanismes qui les génèrent. Emettre des jugements moraux ainsi que des règles et des lois à propos du divorce incombe aux religieux et aux juristes ; quand aux sociologues, leur rôle consiste seulement à expliquer son évolution et à comprendre comment et pourquoi divorce-t-on.

111 : Evolution du divorce en Tunisie de 1960 à 2011 :

En principe, rien ne peut rendre compte de l'évolution du divorce mieux que les données statistiques. Les chiffres et les taux qu'elles nous procurent sont sans égal pour répondre à des questions telles que : comment évolue le divorce en nombre ? Représente-t-il « un fléau » en augmentation galopante comme certains le pensent ?

Est-il vrai que le principe d'égalité des droits entre l'homme et la femme est responsable de l'augmentation du nombre des femmes qui y font recours? Et que le nombre du divorce unilatéral est en hausse inquiétante, notamment de la part des femmes ?

Malheureusement, nous ne trouvons de statistiques, à propos du divorce en Tunisie, ni avant ni après la promulgation du CSP. Borrmans explique ceci par le fait que « La loi 71 du 4 juillet 1958 concernant le divorce fut, en quelque sorte, difficile à être respectée par les citoyens à ses débuts » et par le fait aussi qu' « On peut estimer que l'année 1960 fut un démarrage pour l'application de cette loi dans sa généralisation » (M., Borrmans, 1963, p263).

Cependant, quelques chiffres avancés par le président du Tribunal de la première instance de Gabès, concernant sa circonscription, montrent que le divorce ou plutôt la répudiation était répandue avant 1956 et que son taux atteignait 34.8% des mariages à la période qui s'étendait entre 1947 et 1956, soit une rupture pour trois mariages environ (H., Bou Laaba, 1968, pp9-28).

Ce qui est remarquable dans ce chiffre, c'est le fait que le nombre des divorces est, actuellement, deux fois et demi moins qu'il ne l'était avant la promulgation du CSP, puisqu'il ne représente, d'après les statistiques judiciaires de l'année 2010/2011, que 13% du nombre des mariages. Soit un peu plus qu'un divorce pour sept mariages. Et partant de ce constat, accuser le CSP d'être à l'origine de la prolifération du divorce à cause des droits qu'il concède aux femmes ne serait qu'une explication trop simpliste !

Néanmoins, il est toujours utile de reprendre le phénomène du divorce pour en reconsidérer les causes et réexaminer les faits. Ceci paraît d'autant plus nécessaire que le rythme des changements culturels et socio-économiques paraît prendre une allure de plus en plus rapide. Ce qui nous permettra, au moins, de mettre à jour les débats sur le divorce, de constater les nouvelles manifestations qui l'accompagnent, de nous interroger s'il y a de nouvelles causes qui l'engendrent et de nouveaux facteurs qui l'aiguillonnent. Car il nous paraît plus intéressant, à propos de ce phénomène, de placer nos observations du côté des changements qui touchent toutes les conditions de la famille tunisienne aujourd'hui, plutôt que de s'entêter à incriminer le CSP ainsi que les valeurs du progrès et de la modernité.

1-Approche quantitative du phénomène de divorce

L'intérêt majeur des méthodes quantitatives consiste, comme le souligne R. Boudon, au fait qu'elles « permettent de recueillir sur un ensemble d'éléments des informations comparables d'un élément à l'autre » (R., Boudon (1993), p31). Et c'est « cette

comparabilité des informations qui permet ensuite, selon Boudon toujours, les dénombrements et, plus généralement, l'analyse quantitative des données » (ibidem). Rappporter le nombre des divorces au nombre des mariages, à celui de la population totale, ou mieux encore, à celui de la population des mariés, nous permet d'obtenir des indicateurs assez pertinents sur la question. Lesquels peuvent, mieux qu'un long discours, réfuter les préjugés et les idées non fondées qui ont cours à propos du phénomène du divorce.

*** comment mesurer le taux du divorce ?**

Il est important de noter que la manière de calculer le taux du divorce en rapportant le nombre enregistré en une année donnée à celui des mariages contractés à la même année, cette méthode fréquente chez les chercheurs, est considérée par certains spécialistes comme imprécise voire trompeuse (A. M., Lambert, op.cit., p28). D'une part, Parce qu'il n'est pas évident que les divorces enregistrés au cours d'une année donnée, concernent des couples qui ont contracté mariage au cours de la même année ; d'autre part, d'après cette manière de calculer, chaque fois que le nombre des mariages baisse, on obtient toujours une augmentation de la proportion de divorces, même lorsque le nombre de divorces demeure constant. En 2007 et en 2011, à titre d'exemple, les statistiques du divorce étaient presque les mêmes, soit 12557 divorces en 2007 et 12539 divorces en 2011. Et pourtant, le taux de divorce en 2007 se trouve plus élevé de 2,6 % que celui de 2011 : (16.3% contre 13.7%). Ceci s'explique par le fait que le nombre de mariage en 2007 est nettement inférieur à celui de 2011 (76809 mariages contre 91590) avec un accroissement de 14781 contrats (soit 19.2%). (Cf. L'annexe, Graphique (1)).

Dans d'autres cas, la proportion de divorces diminue même quand le nombre de divorce augmente : de 2002 à 2008, par exemple, le taux de divorce par 100 mariages en Tunisie a diminué de plus de deux points (de 17.28% en 2002 à 15.22% en 2008) et ce malgré l'augmentation du nombre de divorces de 1473 cas (de 10562 divorces en 2002 à 12035 divorces en 2008, soit une hausse de 14% à peu près). Ceci, est dû au nombre de mariages qui a augmenté rapidement comparé à celui du divorce (de 61322 mariages en 2002 à 73971 en 2008, avec une augmentation de 28.4%). Il est clair donc que le nombre de mariage affecte le taux de divorce indépendamment de l'évolution du nombre de celui-ci.

Malgré son imprécision, cette méthode nous donne un aperçu sur l'ampleur du phénomène de divorce, et nous fournit des données comparables entre différents pays et différentes périodes historiques.

La deuxième méthode, couramment utilisée par les démographes, consiste à diviser le nombre de divorces d'une année donnée par mille habitants. A notre avis, cette méthode ne présente pas moins d'imperfections. Car parmi les mille habitants à partir desquels elle calcule le taux de divorce, se trouvent des personnes qui n'en sont pas concernées, telles que les veufs, les célibataires et les enfants, qui contribuent d'une manière indéniable à la réduction du taux de divorce.

Tableau (1) : Nombre de divorces rapporté à celui de la population mariée de 1966 à 2009³

Années	Nombre de divorces	Nombre de couples mariés	Taux de divortialité (%0)
1966	3.740	1.591.669	2.35
1975	6.246	1.859.060	3.36
1984	7.300	2.362.700	3.1
1994	7.505	3.112.508	2.4
2004	10.062	3.757.110	2.68
2009	12.822	4.192.565	3.06
Moyenne générale	7.946	2.812.602	2.82

Source des données de base : INS-Tunis.

La troisième façon de calculer le taux du divorce consiste à en rapporter le nombre à celui de la population mariée. Cette méthode, comparée aux précédentes nous paraît plus précise, étant donnée qu'elle ne prend en considération que les personnes mariées, puisqu'ils sont, logiquement, les seuls à être concernés du divorce.

1-1 Evolution du taux de divortialité:

Le taux moyen de divortialité (nombre de divorces rapporté à celui de la population mariée) en Tunisie de 1966 à 2009 est, à peu près, de 6 divorcés pour 1000 mariés, c'est à dire 3 couples divorcés pour 500 couples mariés. Et comme nous le voyons au tableau ci-dessus, en dépit des légères fluctuations constatées d'une période à une autre, ce taux augmente d'un point entre 1966 et 1975 et de près d'un demi-point entre 2004 et 2009. Ce qui prouve que la proportion de divortialité n'est pas aussi inquiétante que le prétendent quelques uns.

³ 1966 : date du première sondage de la population tunisienne selon l'état civil ; et 2009, date de la dernière estimation en la matière (INS, 2014).

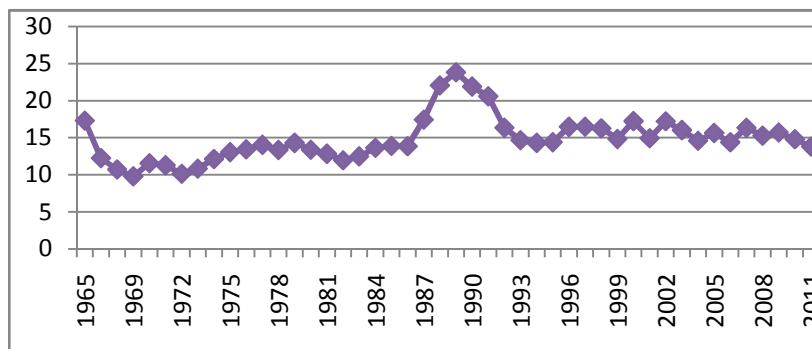
***Nombre de divorces rapporté au nombre de mariages (indice de divorce)**

Les indicateurs statistiques qui consistent à comparer le nombre de divorces au nombre de mariages d’une même année, montrent que, depuis 1960 jusqu’à 2011, la tendance générale du divorce est vers la hausse progressive avec des moments conjoncturels où cette croissance devient relativement intense (1 divorce pour 5 mariages environ entre 1960-1965 et 1 pour 4 à peu près entre 1988-1991). Par moment cette croissance s’infléchit et enregistre une tendance à la baisse (en moyenne, 1 divorce pour 9 mariages entre 1967-1974, 1 divorce pour un peu plus de 7 mariages entre 1975-1986 et 1 divorce pour un peu plus de 6 mariages environ de 1992 à 2011). Ce qui dénote que le nombre de divorce augmente beaucoup moins vite que le nombre de mariage (Cf. Graphique (1), p12).

Les taux ainsi obtenus par cette méthode de mesure, confirme notre première analyse et réfute les l’idées largement répandues selon lesquelles le divorce en Tunisie serait en augmentation alarmante. Cette fluctuation des taux de divorce révèle également que son évolution est concomitante avec les transformations socioculturelles profondes et précipitées qui n’ont cessé de traverser la société Tunisienne depuis plus d’un demi-siècle et particulièrement pendant les deux dernières décennies.

L’urbanisation, la pauvreté, le chômage, l’exode rural, le trébuchement des choix éducatifs, l’émergence de nouvelles valeurs (attentes individuelles promues, désir d’épanouissement personnel, pragmatisme, ...). Tout ceci a pesé de tout son poids sur la famille, et sur les rapports inter-genre et les méthodes de négociation et de prise de décision qui les agencent.

Graphique (1) : Evolution du divorce en Tunisie de 1960 à 2011



Source : ministère de la justice & INS

1-2- A propos de "qui demande le divorce? " et "selon quelle modalité?"

La réponse à ces deux questions peut être considérée, elle aussi, comme un indicateur qui rend compte de l'aberration de certains préjugés selon lesquels, la tendance au divorce serait plus élevée chez les femmes. Ce type de préjugés paraît établir un lien illusoire entre les droits acquis par la femme (en matière d'enseignement, de travail, de liberté de recourir aux instances judiciaires.....) et sa tendance au divorce. Ce qui se trouve formellement démenti par les statistiques officielles. Pour s'en rendre compte, il suffit de consulter les statistiques des années où le divorce paraît enregistrer une hausse considérable.

1-2--1 Qui demande le divorce en Tunisie ?

D'après les statistiques enregistrées par l'INS au cours des années soixante, nous pouvons constater que le nombre des femmes qui demandent le divorce augmente lentement mais régulièrement : (de 18.2% en 1964 à 22.5 en 1969). Alors que les divorces masculins ont presque doublé de 25.9% à 41.4% (4 divorces pour 10 en moyenne).

Tableau (3): Répartition des taux de divorce selon le sexe de 1986 à 2010

Années \ Sexe	1985-1986	1995-1996	2010-2011
Epouse	24.2%	37.2%	39.4%
Epoux	75.8%	62.8%	60.6%

Source: INS & Ministère de la justice- Tunis.

Quoique le divorce en Tunisie demeure un phénomène essentiellement masculin, les chiffres annoncés, montrent que les taux de divorce masculin sont en baisse significative contre une hausse de ses proportions chez les femmes : le taux de divorce masculin diminue de 15,2% au cours de la période qui s'étend entre 1985-1986 et 2010-2011 ; alors qu'il marque une hausse de la même proportion pour les femmes : 15,2% (de 24.2 % en 1985/1986 à 39.4 % en 2010/2011).

1-2-2- Selon quelle modalité demande-t-on le divorce en Tunisie?

A- Les modalités du divorce

Comme nous l'avons précédemment mentionné, la législation tunisienne admet trois modalités pour divorcer: le divorce par consentement mutuel (DCM), le divorce caprice (DC) et le divorce préjudice (DP).

Tableau (4) :Evolution des taux du divorce selon les modalités en Tunisie de 1960 à 2011 (%)

Années	1960	1980/1981	2000/2001	2010/2011
Modalités				
DC	20.1	56.8	45.9	47.7
DCM	65.2	37.9	35.9	39.4
DP	14.6	5.2	18.2	12.7

Source : Etude de Hermassi et Hamad (Le divorce dans la région du Tunis, UNFD, 1983), INS & Ministère de la justice-Tunis.

Le plus marquant dans ce tableau est que, de 1960 à 2011, les taux de divorce caprice en Tunisie passe du simple au double (de 20.1% à 47.7%) alors que les divorces par consentement mutuel marquent une baisse de 25.8% entre 1960 et 2011(de 65.3% à 39.4%). Ce qui permet d'affirmer que **le divorce en Tunisie, devient de nature de plus en plus conflictuelle et que l'aptitude des partenaires à gérer leurs différends s'avère de plus en plus faible**. Il est toutefois à remarquer que ce type de divorce, c'est-à-dire le (DC) a connu une chute importante de plus de 9 points depuis 1980, au bénéfice du divorce par consentement mutuel qui augmente de 3,5% entre 2000 et 2011.

Quant au divorce-préjudice, quoique ses proportions soient faibles, ses taux sont loin d'être stables, puisqu'elles enregistrent, entre 1960 et 2011, des fluctuations notables (soit 14.6% en 1960, 5.2% en 1980, 18.2 en 2000 et 12.7% en 2011).

De toute façon, cette conversion des modalités du divorce nous conduit, d'une part, à émettre des hypothèses corrélatives aux logiques et aux stratégies qui incitent l'un ou l'autre des partenaires à opter pour une modalité de divorce plutôt qu'une autre ; et d'autre part, à déceler, comme le propose A. Ben Nasr «l'émergence de nouveaux rapports sociaux obéissant à la logique de l'opposition, de l'antagonisme et de la complémentarité tensionnelle. Ces liens qui ont donc, dès l'origine, et nécessairement, un caractère dynamique [...] qui puise ses ressources dans le principe de l'égalité" (B. N., Adel (2004), pp114-115)»

B- Modalités du divorce selon les demandeurs :

A. Hermassi et M. Hamad remarquent qu'en 1962, « lorsque les époux et les épouses demandent le divorce, ils le font par consentement mutuel (CM) ; en 1982, les hommes comme les femmes délaissent le divorce par CM, au profit du divorce abusif » (A.Hermassi & M.Hamed, (1983), p21) Cette tendance se perpétue presque de la même façon jusqu'à nos jours.

Tableau (5) : Modalités du divorce selon les demandeurs de 1997 à 2011 (%)

Modalités	DCM		DC		DP		Total
	1997/ 1998	2010/ 2011	1997/ 1998	2010/ 2011	1997/ 1998	2010/ 2011	
Années							
Genre							
Epoux	33.3	38.3	48.1	51.7	18.5	10	100
Epouse	33.1	40.6	40.6	43.8	26.2	14.7	100

Source : Ministère de la justice - Tunis

Entre les années judiciaires 1997/1998 et 2010/2011, le taux de "divorce caprice" a augmenté à peu près du même rythme aussi bien pour les femmes que pour les hommes. Depuis 1997 jusqu'à 2011, une hausse de 3,6% fut enregistrée du côté du taux des époux qui demandent le divorce caprice passant ainsi de 48.1% à 51.7%. Quant aux épouses, cette hausse est estimée à 3,2% puisqu'elle passe de 40.6% à 43.8%. L'écart n'est donc pas significatif puisqu'il n'est, que de 0,4%, plus élevé du côté des époux. Cet écart est resté constant depuis deux décennies : 7.5% en 1997/1998 contre 7.9% en 2010/2011.

En revanche, le taux du divorce par consentement mutuel, pour la même période, s'est élevé de 5% pour les époux et de 7.5% pour les épouses.

En somme, les données statistiques indiquent qu'en Tunisie, le rythme des demandes du divorce faites conjointement par le couple, au cours des deux dernières décennies, croît plus vite que celui des demandes unilatérales ; **le mari demeure, en outre, celui qui recourt le plus au divorce caprice et les écarts entre l'époux et l'épouse restent en ceci quasi constants depuis deux décennies** : (7.5% en 1997/1998 contre 7.9% en 2010/2011).

Quant au divorce préjudice, fréquemment demandé par les femmes, il semble diminuer d'une manière remarquable entre 1997 et 2011. Cette baisse est de l'ordre de 9,7% pour le cas des maris et de 9,2 du côté des épouses.

Cependant, il est intéressant de montrer que l'exploitation statistique des dossiers des divorcés du ministère de la justice et les entretiens semi directifs que nous avons menés avec un certain nombre de divorcés, d'une part ; et avec les acteurs juridiques (juges de

la famille et avocats) d'autre part, nous ont permis de constater que le choix fait par les femmes d'un certain type de divorce, notamment le divorce caprice n'est pas nécessairement tributaire d'une raison propre à celui-ci, ni au statut socio-professionnel de la personne concernée, ni encore à l'existence ou non d'enfants dans la vie du couple. **Préférer une certaine modalité de divorce à une autre est plutôt déterminé, d'une part, par les logiques, les stratégies et les situations individuelles des partenaires pour qui les facteurs « temps » et « argent » comptent beaucoup; d'autre part, par le mode de fonctionnement du système judiciaire.**

En effet, le juge de la famille fait généralement preuve de beaucoup de tolérance vis-à-vis des femmes démunies venant demander le divorce caprice. Il est fréquent que le juge constatant le joug que subissent certaines femmes de conditions modestes, les aide à s'en affranchir moyennant des dédommagements insignifiants comparés à ceux qu'il inflige aux maris (H., Bahloul, op.cit., pp539-540). Car, comme le remarque un juriste-anthropologue, « en traitant les affaires familiales, le juge ne qualifie pas une situation nettement au regard du droit mais au regard du fait [...]. Il est donc supposé porter moins de jugements de valeur que des jugements de réalité. Sa décision consiste même à "dire la réalité". Du coup, les solutions qu'ils formulent sont pragmatiques et sans doute d'opportunité » (A. Ben Nasr, op cit, p215).

Partant toujours de nos enquêtes sur terrain, il semble que le niveau socio-culturel des conjoints, détermine aussi, dans une large mesure, le recours à une séparation à l'amiable (DCM). Le choix de cette procédure garantit aux deux partenaires une rupture calme, sans scandale qui leur épargne le temps et l'argent et ne risque pas de trop chagriner les enfants.

Au terme de cette partie que nous avons consacrée à l'évolution quantitative du divorce en Tunisie. Nous constatons que :

- avant comme après la promulgation du CSP, l'homme reste toujours le plus prompt à recourir au divorce, dépassant, en ceci, la femme d'un taux de 21.2% en 2011.
- Aussi, des deux partenaires, l'homme est celui qui recourt le plus au « divorce caprice », devançant ainsi la femme d'un taux de 8.9% en 2011.
- Quant au « divorce préjudice », les statistiques montrent qu'il est, depuis deux décennies, en nette décroissance. Les deux partenaires paraissent l'éviter à cause de la longueur de sa procédure et les exigences accablantes de son argumentaire.

Certes, aujourd'hui, les femmes demandent de plus en plus le divorce caprice. Ce fait que certains expliquent par la nouvelle situation de la femme émancipée, n'est pas spécifique aux femmes instruites et économiquement indépendantes. Des données que

nous avons recueillies⁴ à partir de quelques dossiers de divorce, montrent que le « divorce caprice » n'est pas moins choisi par les femmes au foyer et celles dont les conditions socio-économiques sont plutôt modestes. Nous avons même remarqué que ce sont les femmes des couches sociales démunies qui recourent au « divorce caprice » plus que celles qui sont relativement aisées et dotées d'un certain niveau d'instruction.

Etant démunies et incapables de dédommager la partie lésée, ces femmes n'ont rien à perdre en recourant à ce type de divorce ; et étant bien conscientes des conditions matérielles difficiles de leurs maris elles savent qu'elles n'ont aucun intérêt à recourir au « divorce préjudice ». A cela s'ajoute l'indulgence des juges qui ne manquent pas d'aider ces pauvres femmes à mettre fin au calvaire que leurs maris leur font vivre.

Nous sommes loin donc de ces explications de sens commun qui expliquent le recours des femmes au « divorce caprice » par les droits qui leur ont été reconnus par le CSP.

IV : Causes du divorce

Il est absurde de réduire le fait du divorce à un facteur unique. Qu'il soit économique, social, psychologique, politique ou culturel ; un seul facteur ne peut jamais, à lui seul, rendre compte du fait du divorce. Car, le besoin de recourir au divorce ne se fait sentir que par un concours de circonstances qui le rendent inéluctable. C'est ce qui ressort d'une lecture que nous avons faite d'un échantillon de dossiers de divorce (H., Bahloul, op.cit, pp376-382). A travers laquelle, nous avons dressé une liste des motifs par lesquels, un échantillon d'hommes et femmes expliquent leur décision de mettre fin à leur vie conjugale.

Dans ce qui suit nous proposons une reproduction de ces motifs tels qu'ils sont mentionnés dans les dossiers.

1/ Causes invoquées par les époux demandeurs de divorce :

- « incompatibilité d'humeur et impossibilité de continuer la vie conjugale »
- Désaccords et conflits conjugaux (« elle sort du domicile conjugal sans la permission du mari », « elle refuse les conseils du mari », « elle manque de respect à son mari », « elle manque à ses devoirs ménagers », « les demandes de l'épouses dépassent les capacités du mari »)
- « elle abandonne le domicile conjugal et exige des conditions pour y revenir »

⁴ Dans le cadre de notre thèse de doctorat (précitée), on a travaillé sur un échantillon de 130 dossiers de divorce (anonymes), représentant 13% environ de l'échantillon mère qui comptait 1007 dossiers de divorces jugés au cours de l'année 2006/2007 (Cf : H.Bahloul, pp394-395).

- « elle refuse d'habiter avec ses beaux parents »
- « elle refuse de se déplacer pour habiter avec son mari en milieu rural »
- « La femme refuse d'avoir des rapports sexuels avec son mari».

2/ Causes invoquées par les épouses demandeuses de divorce :

- « incompatibilité d'humeur et impossibilité de continuer la vie conjugale »
- « le mari manque à son devoir de dépense pour sa famille »
- « le mari ne dépense pas pour sa famille et abandonne le foyer »
- « le mari est délinquant et ne dépense pas pour sa famille »
- « le mari a battu sa femme »
- « le mari est impuissant sexuellement »

D'après cet inventaire, nous constatons que la majorité des causes sont indiquées en termes vagues tels que : « incompatibilité d'humeur et impossibilité de continuer la vie conjugale ». Ce motif est cité par les époux dans plus de 39 % des cas. Et dans plus de 46% des cas par les épouses. Il est aussi à remarquer que les causes non déclarées représentent plus que 19% des cas pour les époux et plus que 20.5% des cas pour les épouses (H., Bahloul, op.cit, pp376-382). Les causes non déclarées sont remarquablement nombreux, surtout dans les cas du divorce par CM et du divorce caprice.

L'ensemble des justifications que nous avons relevées des dossiers que nous avons pu consulter se répartissent en deux grands facteurs : le facteur socio-culturel qui caractérise généralement les causes évoquées par les maris ; et le facteur socio-économique qui regroupe, d'une manière générale, celles évoquées par les épouses.

A notre avis, les causes par lesquelles les maris justifient leur volonté de divorcer, telles que : «elle manque à ses devoirs ménagers », « elle quitte le domicile sans permission du mari », « elle refuse de cohabiter avec ces beaux parents », « elle est nerveuse », « elle manque de respect à son mari »...., ne nous semblent pas aussi sérieuses pour justifier le divorce et, pire encore, provoquer la « privation de l'enfant de la relation triangulée avec son père et sa mère » (A.L., Gannac et Y., Gannac-Mayanobe , pp444-478).

Ainsi donc, l'étiologie des conflits conjugaux qui entraînent les époux à divorcer, en Tunisie, nous permet de dire que, malgré « l'arsenal » de législations -conçues pour opérer l'égalité entre les deux sexes- et malgré le courant moderniste manifestement prédominant, depuis plus d'un demi-siècle, dans notre société, la culture masculine y est encore vivace et continue à contrôler les relations, notamment dans les couples

conjugaux. Ceci est confirmé, évidemment, par les entretiens approfondis⁵ que nous avons menés auprès d'un échantillon d'époux et d'épouses qui sont, soit divorcés, soit en instance de divorce, soit en état de « divorce-sentimental »⁶.

L'une des causes considérées par les instances judiciaires comme justifiant le divorce pour préjudice, figure le « nuchuz ». Ce terme désigne le cas où la femme boude son mari et refuse de cohabiter avec lui. Et nous trouvons sous ce titre, dans les dossiers que nous avons consultés, des motifs tels que le refus de l'épouse de « vivre avec ses beaux parents », ou encore le refus de la partenaire de « rejoindre son mari pour vivre avec lui là où il est installé »....

Ces motifs désignés par le « nuchuz » ne sont pas sans évoquer quelques réserves à propos de l'équité des sentences judiciaires. Car généralement, le juge se contente des preuves attestant le refus de l'épouse de cohabiter avec son mari pour juger en faveur de celui-ci, sans pousser l'enquête jusqu'à s'interroger sur les raisons de ce refus. Et bien que la jurisprudence précise qu'« est considérée comme « indocile », la femme qui abandonne le domicile conjugal sans raison valable » (Cass.civ.n°17685.du 22/09/1987. Bull.cass. (1987), p229), les juges ne se soucient pas trop de s'assurer de la validité des raisons réelles de cette « indocile » qui sont généralement d'un ordre affectif et psychologique et difficile à justifier par des preuves formelles.

En effet, quand on sait que « le fait social est un fait de relations » (Alain, Ebreberg (2010) pp225-236), ne se pourrait-il pas que la femme jugée « indocile » ne fait que fuir des relations et des rapports qui lui sont insupportables parce que blessants et humiliants ? Et dans ce cas, mettre la femme supposée « indocile » dans son tort et l'accabler des conséquences du divorce pour préjudice, ne serait-il pas contraire aux principes de la justice ?

Du côté des épouses, les causes par lesquelles ces dernières justifient leur volonté de divorcer sont, d'après les dossiers judiciaires, essentiellement à caractère socio-économiques. Ce type de causes représente 30.6 % / 20.4% (H. Bahloull, ibid). des motifs évoqués et nous rend compte de deux faits. Le premier de ces faits, consiste en ceci que la majorité des femmes qui expliquent leur recours au divorce par des motifs économiques, sont de condition matérielle défavorable, alors que le second consiste en ce que les revendications de ces femmes se placent, généralement, au niveau des besoins vitaux de la subsistance.

Ce besoin que le jargon judiciaire désigne par l'expression « droit à l'entretien », est d'autant plus revendiqué lorsqu'il est accompagné d'un sentiment sous-jacent

⁵Ces entretiens sont réalisés dans la région de Sfax que l'on a choisie « modèle pratique » dans le cadre de notre thèse de doctorat en sociologie, précitée, pp444-478.

⁶ Par cette expression, nous désignons une situation où les époux continuent à partager le même toit quoique tous les ponts soient rompus entre eux.

d'insatisfaction. Car comme le remarque J.C. Kaufmann « l'agacement apparaît quand on n'est pas satisfait et « l'insatisfaction –dans la vie du couple- fait parfois évoluer le lien vers une situation plus grave » (J.C., Kaufmann (2007), pp192-194).

Le faible revenu et la pauvreté constituent, évidemment, des facteurs de risque pour la stabilité du couple. Et il ne serait pas erroné de les considérer comme étant la cause génératrice de tous les torts que reprochent les épouses à leurs maris ; tels que la violence, l'abandon du foyer et la délinquance qui, rassemblés, représentent 20,4% des causes par lesquels les femmes expliquent leur recours au divorce (ibid)).

Par ailleurs, une ascension sociale qui change le niveau de vie et élève le statut socio économique du mari, risque, elle aussi, de déstabiliser le couple et d'être une cause sérieuse de divorce ; certains maris, ayant réussi à se faire une fortune ou à graver les échelons de la hiérarchie administrative, se trouvent généralement introduits dans des cercles et nouent de nouvelles relations qui les entraînent à rénover tous les détails de leur vie. Y compris leurs épouses (H., Bahloul, op.cit., pp467-468).

Des entretiens avec des hommes et des femmes divorcés ou en instance de divorce nous ont permis, aussi, d'assembler d'autres causes de désaccords conjugaux non moins importants. Telles que l'infidélité, l'alcoolisme et l'immiscion d'un tiers dans la vie du couple (belle mère de l'un ou de l'autre). Cependant, il convient de remarquer, d'après les propos de nos enquêtés, qu'à elles seules, ces raisons immédiates ne provoquent pas le divorce. Elles ne sont que des symptômes d'autres causes plus profondes.

Conclusion :

Au terme de cette étude, nous pouvons conclure que les mêmes causes qui ont été relevées, par l'étude d'A. Hermassi et M. Hamad en 1983, comme génératrices de divorce, sont toujours à l'œuvre au moment où nous avons mené cette investigation. L'affaiblissement de plus en plus constaté des valeurs traditionnelles ainsi que l'émergence de nouvelles formes de sociabilité façonnées par la dialectique du moderne et du traditionnel constituent la force motrice des mésententes conjugales conduisant de temps à autre à la rupture.

Nous pouvons aussi conclure que les taux du divorce en Tunisie restent relativement stables et loin d'atteindre des seuils alarmants. Surtout lorsqu'on les compare aux taux constatés dans d'autres pays, tant arabes qu'occidentaux⁷. Ce qui discrédite plusieurs affirmations qui voudraient établir un lien de causalité imaginaire entre les choix

⁷ Les taux de divorce dans la plupart des pays occidentaux, au cours de la dernière décennie, oscillent entre 1 divorce sur 2 ou 3 mariages. (Cf : -Aurèle Lermenier & Odile Timbart, « Les divorces prononcés de 1996 à 2007 » De même, les pays arabo-musulmans n'en sont pas à l'abri, puisque les taux de divorce y ont atteint 1 divorce entre 2 et 4 mariages ; en 2009, dans des pays

pris en faveur de l'émancipation de la femme et une prolifération illusoire du divorce. D'ailleurs, rien n'est plus décisif pour discréditer les thèses qui voudraient établir un lien entre l'augmentation des taux de divorce et l'émancipation socio-économique de la femme tunisienne que de savoir que **la proportion des divorcées dans la catégorie des « femmes au foyer » est plus au moins égale à celle des « femmes employées et cadre »**⁸. Le fait aussi, que **le divorce reste encore un « apanage » masculin, malgré la baisse de l'écart entre les demandes masculines et les demandes féminines** de la moitié depuis 1986 pour se stabiliser au cours des deux dernières décennies, **est un autre argument dans ce sens.**

Par conséquent, il serait plus intéressant d'affirmer que nous sommes, aujourd'hui, face à un « **autre genre de divorce** » lié à un « **autre contexte social** » et qui se produit conformément à une évolution globale de la société. Cette perspective nous permet d'approcher le divorce comme étant un marqueur qui rend compte de l'état de conscience de la famille tunisienne ainsi que de son évolution socio- culturelle.

Du coup, il serait fécond d'approcher le divorce comme étant un ensemble de comportements et de stratégies que les époux en conflit ajustent à leurs situations respectives pour mettre fin à l'échec d'une expérience conjugale dans une société devenue de plus en plus individualiste et en quête d'auto-épanouissement.

Les entretiens que nous avons menés auprès d'un nombre de divorcés et d'acteurs juridiques nous ont permis de constater que plusieurs causes de divorce en Tunisie sont tributaires du climat socioculturel, des caractères démographiques ainsi que de la situation économique. Le mariage étant devenu un choix personnel, la carence des jeunes en culture conjugale, la tendance à l'individualisme... sont autant de facteurs qui font que les jeunes époux soient conscients de leurs droits plus qu'ils ne le sont de leurs devoirs. A ceci s'ajoutent les attentes à l'égard du mariage, devenues plus élevées et la conception, de plus en plus répandue chez les jeunes, comme étant un moyen de satisfaction personnelle, d'épanouissement et de réalisation de soi.

Tous ces facteurs peuvent expliquer le fait que les époux soient devenus de moins en moins tolérants, de moins en moins patients et de moins en moins disposés aux sacrifices nécessaires à la stabilité de la vie en commun. Tout se passe comme si

tels que : El Kouhait (48%) ; l'Égypte (40% dans la plupart de ses départements) ; Jordanie (40%) ; Arabie Saoudite (34%) ; Maroc (23%) etc. (Cf : <http://www.swmsa.net/forum/octobre-2007/> - <http://www.Arabvolunteering.Org/octobre-2007/> - Forum « Revue science humaine », 05/10/2007 (en arabe))

⁸ On a enregistré 34.4% de divorcées « femmes au foyer » et si on leur ajoute la proportion de la catégorie « non-déclarée » (25.8%) présumée désignant des femmes qui ne travaillent pas hors de chez-elles, on aura 60.2% de femmes au foyer. (Cf. : Hedia Bahloul, opcit, p534).

l'expérience du « prêt à porter conjugal » aurait connu ses limites, laissant ainsi la place à celle du « sur-mesure conjugal »⁹.

Bibliographie :

1. Bahloul El Aoud, Hédia (2011-2012). Divorce et changement social en Tunisie : Sfax , modèle pratique, thèse de doctorat, (en langue arabe).
2. Ben Nasr, Adel, (2004). La gestion des conflits conjugaux en Tunisie, de l'adaptation à l'innovation, Tunis : CPU, 1^{ème} édition.
3. Boudon, Raymond (1993). Les Méthodes en Sociologie, Paris : PUF, 9^{ème} édition.
4. Bou Laaba, Houcine (octobre 1967). Le divorce judiciaire et ses effets au sud, Tunis : RJL, N°8.
5. Bourguiba, Habib (1981). Discours de 1956 à 1976 (Extraits relatifs à l'idjtihad, l'Islam et la femme), Tunis : Publication du Secrétariat d'Etat à l'Information.
6. Borrmans, Maurice (1963). Code du Statut Personnel et évolution sociale en certains pays musulmans, Tunis : IBLA, N°103.
7. Chérif, Med. El-Habib (2004). Code du Statut Personnel, Tunisie : Dar-El-Mizen-Sousse.
8. De Singly, François (1996). Le soi, le couple et la famille, , Paris : Nathan, 1^{ème} édition.
9. Dubet, François, (21.06.2005). pour une conception dialogique de l'individu, *EspacesTemps.net*, Travaux, disponible sur <http://www.espacestemp.net/articles/pour-une-conception-dialogique-de-lrsquoindividu/>
10. Ebrengberg, Alain (2010). La place de l'affect dans la vie sociale : un phénomène sociologique à clarifier, In collectif : L'individu Aujourd'hui, Débats sociologiques et contrepoints philosophiques , Ph. Corcuff, Ch. Le Bart, F. De Singly (Sous dir. De), Paris : PUR.
11. Encyclopedia Universalis, Article "Divorce", Vol.7.
12. Gannac, A.L. & Gannac-Mayanobe, Y., (2008). Entretien avec auteurs de « Divorce, Les enfants parlent aux parents » Paris : éd. A.Carrière, disponible sur : <http://www.parent-solo.fr/modules/dossiers/article>.
13. Hermessi, AbdelBaki & Hamed, Marie (1983). Le divorce dans la région du Tunis : UNFD, 1^{ème} édition.
14. Kaufmann (Jean Claude), Agacements : les petites guerres du couple, livre de poche, 2007.

⁹Fiche de lecture : " La trame conjugale, J.C.Kaufmann", disponible sur : <http://www.dissertationsgratuites.com/dissertations/Fiche-De-Lecture-La-Trame-conjugale/233074.html>

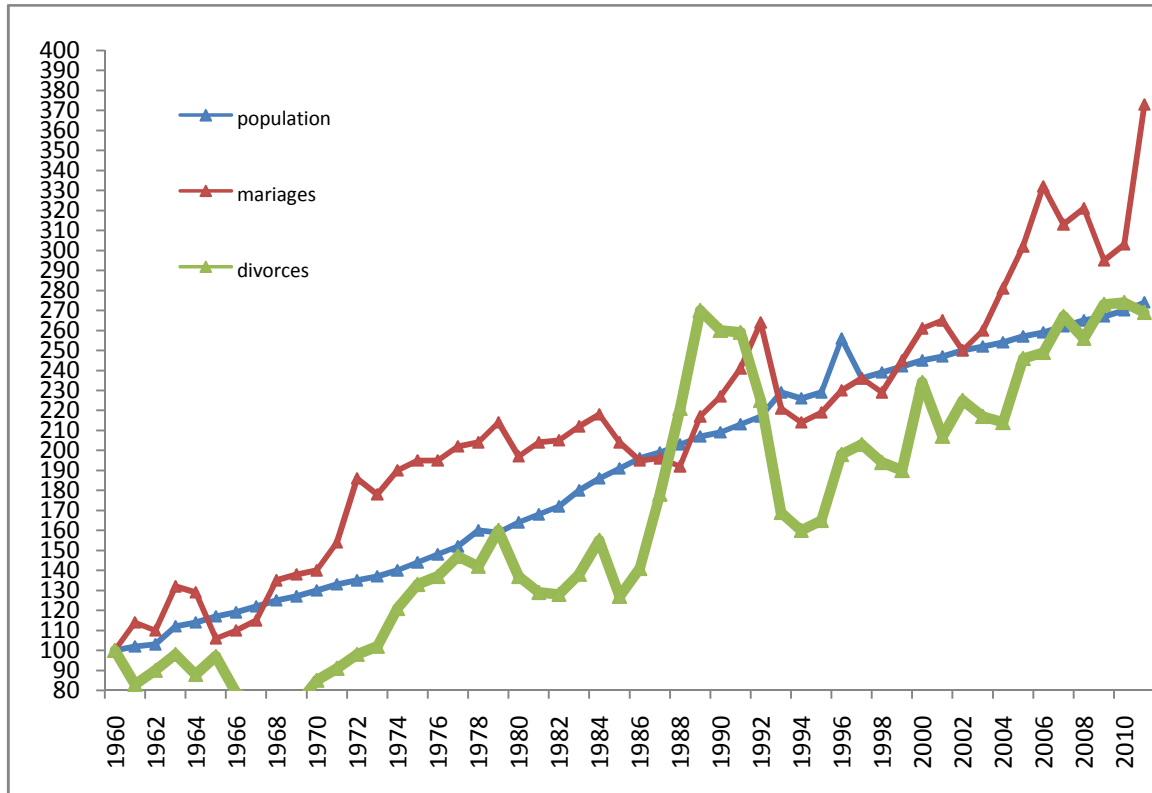
15. Kaufmann (Jean Claude), (Entretien avec), auteur du livre : Agacements, les petites guerres du couple (2007), disponible sur :<http://www.Dossier familial.com/famille/ ces – agacements-qui-menacent-le-couple. 1647>.
16. Kellerhals, J. , Languin, N., Perrin, J.F. & Wirth G., (1985). Statut social, projet familial et divorce, « Population », N°6, Paris : INED.
17. Lambert, Anne Marie (2009). Divorce : faits et causes et conséquences, « population », Volume 64, Paris : INED.
18. Lermenier, Auréle & Timbart, Odile (Janvier 2009/2010). Les divorces prononcés de 1996 à 2007, in INFOSTAT JUSTICE, N°104, Paris.
19. l'évolution démographique récente en France, Ministère de la justice, in « Population », N°3, Paris.
20. Roussel, Louis (1989). La famille incertaine, Paris : Odile Jacob.

Sites électroniques :

- 1- <http://www.swmsa.net/forum/octobre-2007>
- 2- <http://www.Arabvolunteering.Org/octobre-2007>

Graphique (1), Annexe

Evolution du rythme du divorce rapporté à celui du mariage et de la population en Tunisie de 1960 à 2011



Source des données de base : INS & ministère de la Justice-Tunis.